

Parole d'experte

Par Geneviève JACQUES
Présidente nationale de la CIMADE

> Pour une culture d'hospitalité

La réalité des faits s'impose. L'Europe se trouve confrontée au plus grand exode depuis la seconde guerre mondiale. À l'exode massif de personnes en provenance du Moyen Orient et d'Afrique se rajoute les mouvements d'exil considérables de populations des Balkans. Le phénomène est exceptionnel par son ampleur, son accélération et par le chaos qu'il engendre aux points d'entrée. Mais il est aussi durable en raison des causes multiples qui ne vont pas se solutionner à court terme : pays ravagés par la guerre, la répression, les chaos politiques et économiques, les dérèglements climatiques, etc. Si l'Europe est très concernée aujourd'hui, elle ne prend qu'une toute petite part de cette « misère du monde » (par exemple, seuls 10% des réfugiés syriens). Et elle la prend mal cette part, dans le désordre et l'absence de réponses coordonnées à la hauteur des enjeux. Pire encore, on voit se multiplier des murs et des frontières meurtrières (déjà plus de 2800 morts en 2015). La « crise » est tout à la fois humanitaire, politique et morale. Plus que jamais, les réponses apportées aux questions migratoires constituent des « marqueurs » de la santé démocratique d'un pays. Les responsables politiques ne bougeront que s'ils sont poussés par une opinion forte et convaincue de l'importance des enjeux. En France, les positions du gouvernement et les réactions de l'opinion publique sur l'accueil de ces nouveaux « arrivants » sont - jusqu'à présent - plus frileuses et réticentes que courageuses et généreuses. L'image d'un pays inhospitalier se transmet parmi les exilés qui préfèrent chercher ailleurs une terre d'accueil. Il y a de quoi se poser des questions ! Mais nous assistons à un réveil citoyen, à une prise de conscience du caractère inacceptable des souffrances des migrants sur les chemins de l'exil et du devoir qui nous incombe de prendre notre part dans leur accueil.

individuels ou de collectivités locales, doit être encouragé et maintenu dans la durée en soulignant les enjeux humains, éthiques et politiques de l'ouverture à « l'étranger », de l'hospitalité et de l'exercice quotidien de la fraternité. Nous sommes conscients des difficultés et des risques et appelons à la plus grande vigilance pour refuser toute discrimination en fonction des origines nationales ou des convictions religieuses, pour mettre en garde contre des différences de traitement entre ceux qui arrivent et ceux qui sont déjà là, pour ne pas mettre en compétition des personnes en situation de précarité pour l'accueil et l'hébergement.

Contre tous les faux prophètes du repli identitaire qui nous ramènent aux temps sinistres où l'on stigmatisait des « indésirables étrangers », contre tous ceux qui veulent nous faire croire que la barque est pleine, il faut plus que des discours. Nous devons faire la preuve qu'il existe dans notre pays des forces vives capables d'organiser intelligemment un accueil solidaire et efficace au niveau local. Un accueil où tout le monde prend ses responsabilités : les services de l'Etat en charge des moyens, les collectivités locales en charge de l'hébergement et de l'insertion des exilés dans la vie de la cité, les associations en charge de l'accompagnement pour l'accès et la défense de leurs droits, les institutions religieuses pour porter un message d'ouverture et de générosité.

Notre défi à tous c'est de développer une culture de l'hospitalité. Faire preuve d'hospitalité, ce n'est pas seulement d'ouvrir nos portes et de partager un peu de nos richesses, comme un devoir, mais c'est aussi donner à ces hommes et à ces femmes venus d'ailleurs la possibilité de nous apporter les propres richesses qu'ils portent en eux avec leur histoire, leur courage et leur force de vie.

La Cimade veut d'abord **porter un message positif** : l'élan de générosité et d'humanisme de citoyens

Un beau défi, porteur d'espoir pour tous, accueillants et accueillis.

Parole d'élus

Par Pascal Colin

maire adjoint d'Antony (92), Président du Conseil du bien-vivre ensemble de la ville

Le Gouvernement a pris des engagements en matière d'accueil des migrants, fixé des quotas, et décidé d'une répartition de cette population sur le territoire national. Dans les faits, les maires peuvent la mettre en œuvre avec plus ou moins de bonne volonté. Antony se veut « ville solidaire », et donc accueille avec bienveillance les réfugiés Syriens.

Cette question pose celle de la loi SRU. Antony s'est engagée activement à respecter le nombre de logements sociaux prévus par cette loi, avec un passage de 20% à 25% du parc. Ce chiffre sera atteint à la fin de la mandature en cours. Mais l'approche quantitative ne suffit pas : d'une part, il faut creuser la réflexion en termes d'urbanisme, afin de répartir sur le territoire les populations accueillies de manière à favoriser une réelle mixité sociale qui évite la création de ghettos, de riches comme de pauvres. C'est l'une des conditions du « bien vivre ensemble », dont le maire est le garant sur le territoire communal.

D'autre part, ce bien vivre ensemble ne s'improvise pas : à Antony, le maire a soutenu la création d'un Conseil du Bien Vivre Ensemble, que je préside. Il fonctionne de manière autonome et se réunit régulièrement, associant des représentants associatifs, des représentants des différentes communautés religieuses (catholique, protestante, juive, musulmane) et des acteurs économiques. Ce Conseil participe à l'analyse des besoins sociaux, fait des propositions et assure le par-

tage entre ses membres dans une logique de coopération qui évite les polémiques stériles. Il permet de mobiliser les solidarités de manière plus judicieuse. Finalement, il articule réalisme et humanisme. C'est une condition indispensable pour accueillir des réfugiés et favoriser leur meilleure intégration.

agenda



Renseignements et inscription auprès de Chrétiens en FORUM, tél. : 01 43 31 74 74 ou mail : forum@cef.fr

■ Samedi 7 NOVEMBRE : Lille (59)

« La fraternité, une ressource pour combattre la pauvreté ? »

Forum pour les élus locaux, en partenariat avec le Secours Catholique et l'ICL. Avec notamment Luc Dubrulle

■ Samedi 14 NOVEMBRE : Amiens (80)

« Laïcité, vie communale, vie commune »

Forum pour les élus locaux, avec Christine Lazerges.

► **Retrouvez le détail de notre agenda (dates, lieux, thèmes et intervenants) sur notre site rénové : www.forum.cef.fr**